

**CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE**

2 avril 2014

PROPOSITION DE LOI**modifiant la loi-programme du 10 février
1998 pour la promotion de l'entreprise
indépendante en ce qui concerne les
connaissances de gestion requises**(déposée par M. Vincent
Van Quickenborne)

**BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS**

2 april 2014

WETSVOORSTEL**tot wijziging van de programmawet van
10 februari 1998 tot bevordering van het
zelfstandig ondernemerschap, wat de
verplichte kennis bedrijfsbeheer betreft**(ingediend door de heer Vincent
Van Quickenborne)

RÉSUMÉ

La présente proposition de loi vise à supprimer l'obligation de disposer des connaissances de gestion de base imposée à quiconque souhaite exercer une profession indépendante. L'auteur estime que cette mesure a manqué son objectif, qui était d'encourager la création d'entreprises et de réduire le nombre de faillites. Elle constitue en outre un frein trop important, surtout pour les nouveaux Belges qui ne possèdent pas de diplôme de l'enseignement supérieur.

SAMENVATTING

Dit wetsvoorstel strekt ertoe de verplichte basiskennis bedrijfsbeheer om het beroep van zelfstandige te kunnen uitoefenen, op te heffen. Volgens de indiener heeft deze maatregel zijn doel – meer startende ondernemingen en minder faillissementen – gemist. Ook vormt hij een te grote drempel, zeker voor nieuwe Belgen die geen diploma hoger onderwijs bezitten.

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	:	Parti Socialiste
MR	:	Mouvement Réformateur
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams
sp.a	:	socialistische partij anders
Ecolo-Groen	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten
VB	:	Vlaams Belang
cdH	:	centre démocrate Humaniste
FDF	:	Fédéralistes Démocrates Francophones
LDD	:	Lijst Dedecker
MLD	:	Mouvement pour la Liberté et la Démocratie
INDEP-ONAFH	:	Indépendant-Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkortingen bij de nummering van de publicaties:	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV:	Compte Rendu Analytique	CRABV:	Beknopt Verslag
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het de definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants	Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
Commandes: Place de la Nation 2 1008 Bruxelles Tél. : 02/ 549 81 60 Fax : 02/549 82 74 www.lachambre.be courriel : publications@lachambre.be	Bestellingen: Natieplein 2 1008 Brussel Tel. : 02/ 549 81 60 Fax : 02/549 82 74 www.dekamer.be e-mail : publicaties@dekamer.be
Les publications sont imprimées exclusivement sur du papier certifié FSC	De publicaties worden uitsluitend gedrukt op FSC gecertificeerd papier

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La loi-programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante a été adoptée à l'époque dans le but d'encourager l'entrepreneuriat.

Or, au lieu de simplifier ou de supprimer certaines règles, cette loi a - curieusement - instauré de nouveaux obstacles à l'exercice d'une activité indépendante. Outre les connaissances de gestion de base, des exigences ont été imposées en matière de compétence professionnelle, et ce, aux niveaux sectoriel et intersectoriel.

La présente proposition de loi traite de la problématique des connaissances de gestion de base.

L'exigence relative aux connaissances de base en gestion fait en sorte qu'une personne sans diplôme ne peut lancer sa propre entreprise. C'est uniquement si l'intéressé(e) a suivi une formation de 128 heures pendant au moins 3 mois qu'il/elle peut devenir indépendant(e).

Ce type de législation est assez unique en Europe. Son objectif est de veiller à ce que les futurs entrepreneurs soient "bien préparés" avant de se lancer.

On peut toutefois se demander si ce seuil n'est pas dissuasif. En tout cas, pour les "nouveaux Belges" (anciennement appelés "allochtones") qui ne possèdent pas de diplôme de l'enseignement supérieur, il s'agit là d'un obstacle difficile à franchir.

On peut également se demander si ce genre de législation — 16 ans après son entrée en vigueur — atteint son objectif. En effet, le nombre de faillites n'a pas diminué au cours des années précédentes, bien au contraire. Par ailleurs, le nombre de nouvelles entreprises qui démarrent n'a jamais été aussi bas. Indépendamment du contexte économique, il s'avère que le nombre de créations d'entreprises dans notre pays reste invariablement très bas, certainement si l'on compare avec les autres pays.

À l'occasion de la célébration du 25^e anniversaire du *Studiecentrum Ondernemerschap* de l'Ehsal/KUBrussel, le professeur Johan Lambrecht s'est exprimé en ces termes au sujet de la législation d'établissement:

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

De programmawet van 10 februari 1998 ter bevordering van het zelfstandig ondernemerschap werd destijds genomen om mensen aan te zetten tot meer ondernemerschap.

Vreemd genoeg echter werden er nieuwe drempels ingebouwd om het beroep van zelfstandige te kunnen uitoefenen. Dit in plaats van regels te vereenvoudigen of af te schaffen. Naast de basiskennis van het bedrijfsbeheer werden eisen opgelegd inzake beroepsbekwaamheid, sectoraal en intersectoraal.

Onderhavig wetsvoorstel betreft de problematiek van de basiskennis van het bedrijfsbeheer.

De vereiste van de basiskennis van het bedrijfsbeheer houdt in dat een persoon zonder diploma hoger onderwijs geen eigen zaak mag opstarten. Enkel als de persoon een aparte opleiding volgt gedurende minstens 3 maanden van 128 uren kan hij/zij zelfstandige worden.

Dit soort wetgeving is vrij uniek in Europa. Het gaat om wetgeving die als doel heeft om ondernemers in spe 'goed voorbereid' te laten starten.

Vraag is echter of deze drempel net niet afremmend werkt. Zeker voor nieuwe Belgen (oud jargon: allochtonen) die geen diploma hoger onderwijs bezitten, is dit een moeilijk te behalen opdracht.

Vraag is ook of dit soort wetgeving — 16 jaar na datum — haar doel bereikt. Het aantal faillissementen is de voorbije jaren immers niet gedaald, wel integendeel. Tegelijk staat het aantal starters op een historisch laag punt. Los van de economische context blijkt het aantal starters in ons land steevast zeer laag te blijven, zeker in vergelijking met de andere landen.

Professor Johan Lambrecht zei naar aanleiding van de viering van 25 jaar Studiecentrum Ondernemerschap aan de Ehsal/KUBrussel het volgende over de vestigingswetgeving in een krant:

“La politique écarte les risques en amont, pour les entrepreneurs qui démarrent. Des dizaines de mesures de soutien sont censées faciliter la création d’une entreprise: accès à un capital de départ, aide à la formation, chèques-conseil, aide au recrutement, soutien à l’exportation, etc. On a parfois l’impression que l’on pousse les gens vers l’entrepreneuriat. Mais toutes ces aides sont-elles efficaces? Pas vraiment. La politique a créé une véritable industrie de l’entrepreneuriat. Cette industrie a pris une ampleur telle qu’un guide des subventions destiné aux entreprises comprenant pas moins de 228 pages a été publié. Plus personne ne s’y retrouve dans ce dédale de mesures. Je plaide en faveur de la suppression de toute une série de mesures de soutien. La simplicité d’une politique est une bonne chose pour l’entreprise. D’autre part, la politique menée est également devenue très ambiguë, car on met en place toute une série d’obstacles à franchir pour les candidats entrepreneurs. Prenez par exemple la législation d’établissement. Les connaissances obligatoires en gestion freinent les entrepreneurs potentiels. Certains fonctionnaires pensent qu’ils doivent protéger les candidats entrepreneurs contre eux-mêmes: ‘Vous feriez mieux de ne pas vous lancer’. Un tel discours dissuade les candidats de prendre des risques. On crée une culture de la peur. La politique stigmatise l’échec. Aux États-Unis, échouer fait partie du *“deal”*, et on vous donne une deuxième chance.” (traduction)

Dès lors que cette loi s’avère peu efficace, le véritable motif d’une loi d’établissement est probablement à rechercher ailleurs.

Les prémices de la loi en matière d’établissement remontent à 1937, année où le commissaire royal chargé à l’époque des classes moyennes, Fernand Collin, présenta un rapport sur les classes moyennes actives dans le commerce et l’artisanat. Il y pourfendait la profusion inquiétante de la classe moyenne durant les années trente et estimait que le chiffre d’affaires et les bénéfices de nombreuses entreprises étaient trop faibles pour assurer pleinement une existence décente à toute une famille. En vue de protéger les travailleurs contre le manque d’expérience, la surpopulation, les cumuls (il n’était pas exceptionnel que des fonctionnaires exercent un second métier dans les assurances par ex.) et le marché noir, Fernand Collin plaidait pour l’adoption d’une loi générale relative à l’établissement. En 1958, plus de 20 ans après sa plaidoirie, la première loi en matière d’établissement fut votée en Belgique. En 1998, celle-ci fut élargie à toutes les professions indépendantes.

“Het beleid neemt het risico weg aan de instroomkant, bij de startende ondernemers. Tientallen soorten steunmaatregelen moeten het ondernemen gemakkelijk maken: toegang tot startkapitaal, steun bij opleiding, adviescheques, steun bij aanwervingen, bij export -noem maar op. Soms lijkt het wel alsof mensen naar het zelfstandig ondernemerschap geduwd worden. Maar is al die hulp doeltreffend? Niet echt. Het beleid heeft een ware ondernemerschapsindustrie gecreëerd. Die is zo omvangrijk dat er een subsidiewegwijzer voor ondernemingen is gepubliceerd van welgeteld 228 pagina’s. Niemand vindt nog zijn weg in al die maatregelen. Ik pleit ervoor om een hoop steunmaatregelen af te schaffen. Eenvoud in beleid is goed voor het ondernemen. Tegelijkertijd is het beleid nu heel dubbelzinnig, want er worden tal van drempels opgericht voor kandidaat-ondernemers. Neem de vestigingwet. De vereiste kennis van bedrijfsbeheer remt starters af. Sommige ambtenaren menen dat ze kandidaat-ondernemers tegen zichzelf moeten beschermen: *“Ge zoudt beter niet beginnen, . Zo iets verlamt kandidaten om risico te nemen. Er wordt een cultuur van angst gecreëerd. Het beleid stigmatiseert mislukking. In de Verenigde Staten is falen part of the deal. En je krijgt er de kans om het opnieuw te proberen.”*

Aangezien deze wet weinig doeltreffend blijkt te zijn, is de echte reden van een vestigingwet waarschijnlijk ergens anders te vinden.

De eerste aanzet tot een vestigingwet dateert van 1937. In dat jaar hekelde de toenmalige koninklijk commissaris voor de middenstand, Fernand Collin, in zijn “verslag nopens den ambachts- en handeldrijvenden middenstand” de “onrustwekkende groei van het aantal middenstanders in de jaren dertig”. Volgens hem waren de omzet en de winst van veel bedrijven te klein om de bestaansmogelijkheden van een heel gezin te kunnen garanderen. Om de werknemers te behoeden voor een gebrek aan ervaring, overbevolking, cumulatie (het was niet uitzonderlijk dat ambtenaren een tweede beroep in bijvoorbeeld de verzekeringssector uitoefenden) en handel in het zwart, pleitte Fernand Collin voor de invoering van een algemene vestigingwet. In 1958, meer dan 20 jaar later, werd de eerste vestigingwet in België goedgekeurd. In 1998 werd die sterk uitgebreid tot elk zelfstandig beroep.

Lambert Verjus, président honoraire du SPF Économie et fondateur de la coordination de la législation économique, écrivait déjà en 2006 (http://economie.fgov.be/fr/binaries/report_fr_tcm326-81424.pdf):

“Derrière un objectif en apparence louable visant à garantir la qualité des services fournis par des professionnels, ces législations successives ont souvent induit des mécanismes de protection et ont réduit la concurrence dans les activités concernées. Au fil du temps, les conditions de diplôme ou d’expérience pour l’exercice d’activités économiques indépendantes ont en réalité créé progressivement de véritables rentes. Si ces réglementations ont parfois été justifiées par la nécessité de garantir la compétence des prestataires de services, les mécanismes de réglementation économique de ces professions ont souvent un effet négatif sur l’activité, sans doute sur le niveau des prix et n’encouragent pas l’innovation. (...) Idéalement, le contrôle de l’accès au marché passant par l’obligation de prouver ses connaissances de gestion de base doit céder la place à un système de libre accès au marché reposant sur un système éducatif offrant une formation de base suffisante et une ouverture réelle à l’éducation à l’esprit d’entreprendre.”

La présente proposition de loi vise à supprimer l’obligation de prouver ses connaissances de gestion de base.

Lambert Verjus, ere-voorzitter van de FOD Economie en grondlegger van de coördinatie van de economische wetgeving, schreef in 2006 al (http://economie.fgov.be/nl/binaries/report_nl_tcm325-81424.pdf):

“Weliswaar met het op het eerste gezicht lovenswaardige doel de kwaliteit van de professionele dienstverlening te garanderen, leidden de verschillende achtereenvolgende wetten vaak tot beschermingsmechanismen en tot een beperking van de concurrentie in de betrokken activiteiten. De voorwaarden om een zelfstandige economische bedrijvigheid te mogen uitoefenen, meer bepaald diploma en ervaring, werden in realiteit meer en meer een lastige belemmering. Ook al waren deze regelingen soms gerechtvaardigd om de bekwaamheid van de dienstverleners te kunnen garanderen, vaak heeft de economische reglementering van beroepen een negatieve weerslag op de activiteit, onder meer op het prijspeil, en wordt innovatie niet bevorderd. (...) In de plaats van de huidige markttoegangscontrole op basis van de verplichte basiskennis bedrijfsbeheer zou er beter een systeem van vrije markttoegang komen op basis van een onderwijsstelsel dat een afdoende basisopleiding biedt en dat de ondernemingszin daadwerkelijk stimuleert.”

Het wetsvoorstel strekt ertoe om de verplichting van de basiskennis bedrijfsbeheer op te heffen.

Vincent VAN QUICKENBORNE (Open Vld)

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

L'article 3, alinéa 1^{er}, 1°, de la loi-programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante est abrogé.

Art. 3

L'article 4 de la même loi est abrogé.

Art. 4

Dans l'article 11, § 2, de la même loi, les mots "des connaissances de gestion de base et/ou" sont abrogés.

Art. 5

Dans l'article 16, § 1^{er}, de la même loi, les mots "des connaissances de gestion de base et/ou" sont abrogés.

Art. 6

Dans l'article 17, § 5, de la même loi, les mots "des connaissances de gestion de base et/ou" sont abrogés.

7 février 2014

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Artikel 3, eerste lid, 1° van de programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap wordt opgeheven.

Art. 3

Artikel 4 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 4

In artikel 11, § 2 vervallen de woorden "van de basis-kennis van het bedrijfsbeheer en/of".

Art. 5

In artikel 16, § 1 vervallen de woorden "de basiskennis van het bedrijfsbeheer en/of".

Art. 6

In artikel 17, § 5 vervallen de woorden "over de basiskennis van het bedrijfsbeheer en/of".

7 februari 2014

Vincent VAN QUICKENBORNE (Open Vld)